Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1984)

Heft: 715

Artikel: Participation au Conseil fédéral : après le 12 février pas de scission, mais...

Autor: Pochon, Charles-F.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016774

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 715 26 janvier 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Marcel Burri
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis

20 ANS

715

Domaine public

Le temps des diplômes

Rétrograde, le Grand Conseil zurichois, a refusé la possibilité d'entreprendre des études universitaires à des candidats sans diplôme de maturité. Un député agrarien, à l'appui de son refus, n'a-t-il pas mentionné le cas de Gottfried Keller qui, sans diplôme, est néanmoins devenu chancelier cantonal!

Plus prosaïquement, le gouvernement s'est réfugié derrière le nombre croissant d'étudiants titulaires de maturité, donc ayant droit à entrer à l'Université, et à la difficulté présente de faire face à cet afflux.

La nécessité d'une meilleure formation, le rôle de la matière grise dans l'économie suisse, sont des vérités inlassablement martelées dans tous les discours officiels. Mais les cantons universitaires, à l'exception de Genève, continuent de faire passer les adultes désireux d'entreprendre des études sous le joug de la maturité, épreuve totalement inadaptée pour cette classe d'âge.

PARTICIPATION AU CONSEIL FÉDÉRAL

Après le 12 février pas de scission, mais...

Participation socialiste au Conseil fédéral: quelques contributions à une réflexion indispensable et cruciale (suite).

Il n'est certainement pas hasardeux de prévoir qu'il n'y aura pas scission du Parti socialiste suisse (PSS) après le congrès du 12 février. En revanche, une lente décomposition de l'organisation doit être envisagée sur le plan des structures. Combien de sections vivent en état de semi-sommeil, actuellement déjà?

Sur le plan politique, un repli, plus accentué que jusqu'ici, se produira sur des positions cantonales et communales plus proches des préoccupations des militants et plus valorisantes à court terme. Quant aux questions de politique fédérale, elles sont trop difficiles à populariser et elles resteront le champ d'activité privilégié de quelques responsables, dont les députés aux Chambres fédérales en fonction jusqu'en 1987 et qui, en cas de contestation, feront valoir qu'ils ont été élus dans des conditions où le retrait du Conseil fédéral n'était pas envisagé.

Les militants, eux, appelés à fournir toujours plus de travail et à toujours davantage s'exposer dans une ambiance plutôt hostile, seront tentés de se décharger d'une partie de leur fardeau sur les épaules d'«agitateurs» plus disciplinés, mieux motivés et prêts à prendre toujours plus de responsabilités dans la lutte pour un autre «pouvoir populaire». Cela se produira en tout cas dans les sections les plus fragiles.

Les organisations de masse (syndicats, par exemple), privées d'un relais direct avec les services

SUITE ET FIN AU VERSO

DOMAINE PUBLIC

Merci d'avance!

Quel soulagement pour l'administration du journal si, en cette fin du mois de janvier, vous vérifiiez que votre abonnement est bien renouvelé pour l'année en cours! Il n'y a rien de plus fastidieux, gênant et long que les «rappels». Merci d'avance.

NB. Si d'aventure, vous ne pouviez mettre la main sur le bulletin vert encarté dans DP à la fin du mois de novembre dernier, toutes les indications utiles sont portées ci-contre...

PARTICIPATION (suite)

Après le 12 février, pas de scission, mais...

administratifs bernois, chercheront de nouvelles voies pour faire valoir leurs avis «à Berne».
Et les personnalités qui, sans être marginales, bénéficiaient de la présence socialiste au Conseil fédéral pour trouver un écho à l'expression de solutions originales, ces personnalités-là se sentiront orphelines et, faute de mieux, renonceront à réagir au conformisme ambiant pour ne pas sombrer dans un verbalisme débile.
Le parti socialiste, après avoir bénéficié temporairement d'une couverture exceptionnelle de son activité par les médias, sans en profiter pour populariser son projet de société et ses propositions soumises au verdict des électeurs à court terme, envisagera, lui, soit une modification, indispensable, de ses structures — ce qui l'occupera pendant de nombreux mois — soit un activisme forcené qui nous ramène au point de départ de cet article.
Et si j'avais tort? **C. F. P.**

Sortir, les yeux ouverts

Le coup du 7 décembre oblige les socialistes à réagir s'ils veulent rester crédibles. Simultanément, le retrait du Conseil fédéral est gros du risque de faire basculer le parti dans l'irréalisme et l'irresponsabilité. Car une décision de cette nature peut avoir des effets pervers bien différents de l'objectif recherché.
Sur l'évaluation de l'action du parti: le retrait «dans les circonstances actuelles» prôné par la direction du parti se veut cohérent avec la ligne suivie jusqu'à présent. Ce sont les conditions qui ont changé, pas les socialistes. Mais, une fois la décision prise, quelle peut être la pénétration dans les esprits d'un tel raisonnement, nuancé et complexe, face à la terrible efficacité du «participation, piège à cons» à la sauce Ziegler-Masnata?
Sur la direction du parti: ce ne serait pas la première fois que les promoteurs d'un changement s'en trouvent être les premières victimes, débordés par plus radicaux qu'eux.
Sur l'orientation du parti, surtout: débarrassé, sur le plan fédéral, du souci de gouverner, le parti ne va-t-il pas s'enfermer dans un système clos de critique et de surenchère, se «shootant» à l'éther grisant de l'idéologie pure et dure?
Tels sont certains des écueils que les partisans du retrait doivent chercher à éviter. Faire de l'opposition dans un système politique qui ignore l'alternance au pouvoir, rassembler de nouvelles coalitions avec des mouvements qui pour l'essentiel récusent la politique partisane ne va pas sans un pragmatisme, une modestie qui ne sont pas les caractéristiques dominantes des socialistes.
Mais à l'inverse les partisans du maintien au Conseil fédéral feraient bien de réfléchir aux mesures d'accompagnement propres à ne pas désespérer Billancourt (ou plutôt, dans le contexte du PS, la nouvelle génération). Si le retrait est incontestablement le début d'un nouveau chapitre, son refus ne devrait pas être la fin du livre. **F. B.**

LE PS, PARTI D'OPPOSITION

La question de confiance (en soi)

Les politico-sociologues déconseillent plus ou moins ouvertement aux socialistes de quitter le Conseil fédéral: manque de confiance dans les institutions, jugées inaptes au changement. Les journalistes suivent avec une curiosité pleine de scepticisme le spectaculaire happening mis en scène depuis le 7 décembre: manque de confiance dans les acteurs principaux, et plus encore dans les grands chœurs de la base. Beaucoup de syndicalistes préfèrent d'instinct rester dans la place pour y préserver les acquis: méfiance à l'égard des «politiques», toujours tentés par l'aventure. Nombre de militants, et plus encore de mandataires socialistes, redoutent d'avoir à faire la preuve d'une aptitude à la différence: manque de confiance en eux-mêmes.

Au-delà de toutes ces craintes, de tous ces espoirs non cultivés par peur de la déception, il y a un sentiment général — celui qu'il pourrait (enfin) se passer quelque chose dans la tranquille Helvétie — et, chez les socialistes, une fierté légitime: celle d'avoir osé ouvrir, et de mener présentement, le plus vaste débat politique de ces vingt dernières années. Il faut remonter à la première initiative Schwarzenbach pour retrouver un thème aussi présent dans les conversations et une aussi faible proportion d'indifférents dans l'opinion publique.

Au sein du PS, une certitude se fait jour: pour le parti, il n'y a pas de solution idéale, il faut choisir la meilleure des moins bonnes. En ce sens, l'assaut final du 7 décembre, porté par les bourgeois après une série d'attaques sur différents fronts, a effectivement réussi. Tellement bien réussi même que, par un effet de dominos hérité de l'ère de la concordance, le choc déstabilisateur va secouer de proche en proche tous les partis encore qualifiés de gouvernementaux. A lire le futur ancien président du Parti radical suisse, M. Yann Richter, le risque vaut d'être pris, et le PRD n'entrera pas en négociation pour l'éviter (voir son interview dans l'«Illustré» du 18.1.1984).

Ainsi rejeté, le PS n'a pas le choix: sa place est dans l'opposition. Mais quelle opposition? Du genre larvé, comme jusqu'ici, avec un soutien occasionnel aux propositions gouvernementales?